

# Retour du CSEC

## 19 MARS 2026

### 1) Approbation des PV des 18 décembre 2025 et 22 janvier 2026

**FO** demande à la direction de donner les réponses aux questions diverses en amont des réunions du CSEC, afin qu'elles soient annexées aux PV. Dans le cas contraire, les élus **FO** avertissent qu'ils n'approuveront pas les futurs PV.

### 2) Intervention du Président

**Conseil d'Administration** : un CA a eu lieu le 13 mars. Il portait sur l'approbation des comptes 2025, la présentation du bilan de la 1ère année du COP, et la présentation du projet de MDD dans le quartier de la Défense à Paris approuvé par les administrateurs (les élus s'étant abstenus).

**Ambition plasma** : elle continue de se déployer avec l'ouverture de nouvelles MDD. La semaine prochaine, aura lieu la réunion du comité de filière plasma à Rennes, visite de la MDD et du service préparation de Rennes en présence des différents responsables de ce groupe (EFS, LFB, tutelles).

**Poursuite des déplacements du Président** : à Toulouse, à Metz et Nancy, Nevers et Sens. Il souhaite toujours aller à la rencontre des équipes qui sont parfois très éloignées des préparations et des plateaux techniques. Hier, il s'est rendu sur la collecte au siège de la SNCF avec les équipes de Pontoise.

#### **Outre-Mer** :

- **La Réunion** : déménagement de l'informatique avec l'aide des équipes PACA-Corse. Protocole « CONVICTION » (plasma prélevé sur des donneurs ayant eu le chikungunia) : le protocole est finalisé et la signature devrait être effective cette semaine.
- **Guadeloupe Guyane** : Démarrage de la TMC. Poursuite de la préparation du déménagement vers le CHU. Le Haut Conseil de la Santé Publique a donné un avis favorable pour la reprise du don de sang en Guyane avec un dépistage accru du paludisme. Les médias ont relayé cette information. La direction de l'EFS, indique qu'il y a environ 12 recommandations en cas de reprise des dons en Guyane. La poche de sang aurait un coup extrêmement élevé aux vues de la quantité de tests nécessaires. Ce qui est intéressant ce sont les groupes avec des phénotypes d'intérêts. L'étude de faisabilité est en cours. L'important est que les guyanais donnent et non les métropolitains qui vivraient en Guyane. A ce jour, l'EFS n'a pas encore donné d'avis. Les études sont en cours avec la DGS. En ce qui concerne le dépistage du palu : les dépistages seraient systématiques, et il serait nécessaire de modifier la réglementation quant à l'ajournement de 4 mois suite à un séjour en pays impaludé en métropole. A ce jour, aucune décision n'est prise.
- **Martinique** : partenariat avec l'université des Antilles pour la préparation et l'organisation de sorties pédagogiques sur le don de sang.

### Siège :

- Nomination de M. DEHAUT Frédéric à l'Activité Tissus et cellules.
- Départ début mai du DRH national M. TUNESI.
- Direction RH Nationale : nomination de M. BAICHERE au poste de DRH National en plus se son poste de Directeur des relations sociales. Le Président trouve un intérêt à rassembler à nouveau ces deux missions malgré l'audit qui avait conduit à les séparer par le passé. Un RETEX pourra se faire si besoin. Pas de changement dans les missions des équipes. Les effectifs restent les mêmes. Un DRH adjoint sera recruté.
- M. SOLIGNAC DRH national adjoint devient directeur adjoint et DRH de HFNO.
- Le président remercie Mme VILLEMUR (Représentante Syndicale SNTS-CFE-CGC) qui prend sa retraite après 36 ans à l'EFS.

Canada : Décès de 2 donneuses de Plasma. L'organisation de la collecte et l'éthique sont très différente de la France. L'EFS attend les résultats de l'enquête.

Social-lab : le président va réunir les pilotes de processus fin mars ou début avril afin de relancer les travaux, sur les freins aux dons de plasma, l'enjeu des collectes qualitatives et la diminution des cessions.

**FO** demande le devenir de l'ambition plasma après 2028. Le LFB attend la poursuite du développement de la collecte de plasma à l'EFS aux vues de l'augmentation du nombre de MDD. La direction va travailler sur « l'après 2028 ».

**FO** demande l'état d'avancement du projet des collectes « éphémères » : l'ANSM devrait donner ses préconisations au printemps 2026, afin de déployer des sites pilotes fin 2026/début 2027.

### 3) CR de la CSSCTC

Les comptes rendus seront versés dans la BDESE.

### 4) Désignation d'un membre de la commission égalité professionnelle centrale

Mme LEMOINE Patricia se présente.

Votants : 25

POUR : 16

CONTRE : 0

ABSTENTION : 9

**Avis favorable**

### 5) Désignation du secrétaire de la commission égalité professionnelle centrale

Aucun candidat.

## 6) Politique sociale, conditions de travail et l'emploi 2026 – Information en vue de consultation sur le DUER national 2025

L'ensemble des régions ont procédé au DUER en 2025.

- ❖ Top 3 des risques les plus représentés hors RPS :
  - Charges et situation physiques : station debout /piétinement prolongés (collectes),
  - Risques routier (collectes),
  - Risques liés à la présence d'agents biologiques : exposition au sang.
  
- ❖ Top 3 des familles de risques associés aux RPS :
  - Les horaires de travail,
  - Les exigences émotionnelles,
  - Les rapports sociaux dégradés et la faible autonomie.

### **Les risques les plus importants par activités sont :**

- Pour l'Administration et les supports : complexité et intensité du travail, rapport sociaux dégradés avec manque de reconnaissance, insécurité et horaires difficiles.
- Pour les Laboratoires et banques : intensité et complexité du travail, interruption de tâches, et manques de moyens, turn-over et effectifs pas toujours adaptés. Horaires de travail avec du travail de nuit. Rapports sociaux dégradés, manque de reconnaissance.
- Pour le prélèvement en MDD et en collecte : intensité et complexité du travail, horaires, planification sans visibilité, changements récurrents, retours tardifs, rapport sociaux dégradés avec manque de reconnaissance, tensions avec les ADSB qui sont exigeantes, tensions avec les donneurs.

Une nouvelle famille de risques sera intégrée en 2026 : violences/propos sexuels et sexistes.

Une nouvelle méthodologie DUER/DUERPS sera présentée à la CSSCT-C d'avril. Toutes les régions ont été invitées à la présentation.

**A savoir :** Les fiches RPS ne sont pas intégrées dans le DUERPS, mais elles permettent de mettre à jour le DU.

## 7) Politique sociale, conditions de travail et l'emploi 2026 – Information en vue de consultation sur la politique d'alternance (point d'étape, effectifs alternants 2025 et affectation du solde de la taxe d'apprentissage 2026

- Axe 1) développer l'alternance en cohérence avec nos besoins :

Maintenir l'objectif de 3% d'alternants. En 2025, l'EFS est à 4,1 % (11 régions sur 14 sont à plus de 3%)

Définir une liste des métiers prioritaires : tech de labo, marketing, juriste, DSI...

- Axe 2) structurer le processus de promotion et de gestion de l'alternance :
  - Promouvoir l'EFS et ses métiers via le développement de la marque employeur.
  - Création d'une communauté forte d'alternants qui soit vecteur de communication et d'ambassadeurs.

- Développer les relations écoles : « jobdating » par exemple
- Optimiser le processus de gestion de l'alternance : définir un calendrier national et mise en place d'une campagne annuelle afin de démarrer plus tôt dans l'année.
- Créer une charte de l'alternance
- Promouvoir la fonction Tuteur
- Mise en place des boîtes à outils d'accompagnement pour les différents acteurs
- Développer les partenaires pédagogiques avec les structures menants vers nos emplois prioritaires.

Les élus **Force Ouvrière** ont insisté sur l'attente de cette charte promise depuis de longues années et sur le partage des offres de postes d'alternants sur l'ensemble de notre établissement avec un véritable lien entre les régions. Une attention supplémentaire à la suite de la formation devra être apportée pour permettre le recrutement de ces nouvelles compétences.

- Axe 3) Financer les établissements concourant à la formation de nos métiers qui sont ouverts à l'alternance en cohérence avec nos besoins :

- Segmenter les versements dans la limite de l'enveloppe dédiée aux dépenses libératoires :
  - En privilégiant les établissements partenaires
  - Les autres établissements

## 8) Information sur l'index égalité salariale ainsi que sur les écarts de représentation entre les femmes et les hommes parmi les cadres dirigeants et les membres de l'instance dirigeante de l'EFS en 2025

- Ecart de rémunération : légèrement plus favorable aux femmes avec un écart pondéré de 0,65%. L'EFS obtient la note de **39/40**
- Ecart de taux d'augmentations individuelles : plus favorable aux femmes avec un écart pondéré de 0,82 % L'EFS obtient la note de **20/20**
- Ecart de taux de promotions : léger écart en faveur des femmes de 0,3 %. L'EFS obtient la note de **15/15**
- Maternité : 182 personnes ont eu un rattrapage de rémunération en revenant d'un congé maternité. La note obtenue est de **15/15**
- Nombre de salariés du sexe sous représenté parmi les 10 plus hautes rémunérations : **0/10** ce qui diminue la note totale

L'EFS obtient une note globale de **89/100** et montre une stabilité par rapport à 2024. L'EFS répond à l'obligation d'égalité salariale au regard de la loi. (Minimum 75 points)

Les élus **FO** interrogent la direction sur l'écart salarial entre hommes et femmes des cadres dirigeants qui se creuse significativement pour un salaire moyen qui reste identique. L'écart se serait creusé par le mouvement et l'ancienneté qui a diminuée pour les femmes. On relève aussi une seule femme parmi les 10 plus hauts salaires.

## 9) Consultation sur le projet d'évolution dans l'organisation de l'activité de métrologie, dont l'étalonnage des pipettes, dans les régions

### Déclaration FO :

Nous sommes consultés aujourd'hui sur le projet d'évolution de l'organisation de l'activité métrologie, dont l'étalonnage des pipettes dans les régions.

Pour la métrologie, aucune étude d'impact n'a été réalisée par la direction. Quand l'EFS présentera-t-il des projets aux instances avec une vraie analyse des conséquences sur le personnel ?

Nous relevons :

- Un projet incomplet avec notamment certains groupes de travail non constitués,
- Un calendrier imprécis,
- Une gestion RH non anticipée,
- Un manque d'informations par rapport aux exigences réglementaires et répercussions qui pourraient en découler,
- L'absence d'éléments chiffrés (analyse métrologique ayant conduit à cette évolution).
- Une éventuelle poursuite de la réduction des fréquences de contrôles pour des pipettes non concernées à ce jour (pour le HLA par exemple)
- Une mise en œuvre déjà commencée et des personnels partis récemment non remplacés.

Pour apprécier l'impact réel de ce projet, les élus FO demandent que les RETEX des régions soient présentés dans cette instance (présentation semestrielle, bilan RH...).

Bien que nous ayons conscience que ce projet s'inscrit dans une démarche nationale de simplification et d'harmonisation des pratiques de l'EFS, les éléments transmis au CSEC ne sont pas assez détaillés pour nous permettre d'apprécier pleinement les impacts de ce projet et encore moins l'intérêt en termes d'économie. Existe-t-il un gain financier et/ou RSE de cette réorganisation ?

Sans en connaître l'intérêt, comment permettre aux salariés de s'inscrire dans ce projet et ne pas subir une énième réorganisation ?

Pour ces raisons, les élus FO s'abstiendront sur cette consultation.

Votants : 16

POUR : 0

CONTRE : 2

ABSTENTION : 14

Avis **Défavorable**

## 10) Information en vue de la consultation sur le projet de changement d'outil utilisé pour l'envoi de messages personnalisés aux donneurs « Marketing Automation »

**En 2022** : il a été décidé d'avoir un outil national de marketing, permettant l'invitation personnalisée des donneurs, en complément des actions de sensibilisation grand public (médias.). Le « ciblage » consiste à croiser les différentes caractéristiques des donneurs pour constituer une liste à laquelle sera adressée le message (groupe, âge...). Actuellement c'est la société américaine ADOBE qui s'en occupe, et 43 salariés EFS l'utilisent.

La société ADOBE annonce la fin de la maintenance à fin 2026.

**Qui :** La nouvelle société choisie est IMAGINO (société française). Elle propose des fonctionnalités complémentaires : par exemple elle peut transformer une visite sur le site en RDV. Maintien d'ADOBE pendant le changement vers IMAGINO jusqu'à la fin de l'année. Au 1<sup>er</sup> janvier 2027, ADOBE supprimera toutes les données EFS. Déploiement de juillet à novembre. Formation des utilisateurs à Saint Denis, pour une moitié environ qui formeront les utilisateurs « suppléants ».

**RH :** pas d'impact sur les effectifs, pas de changement de conditions de travail.

**Coût :** un cout supplémentaire est prévu car le prix des licences est de 262 000 €/an pour IMAGINO (+20 000€).

### 11) Présentation et approbation des comptes du CSEC au 31 décembre 2025

- Sorties : les frais de rédactions des PV, les expertises, les frais bancaires.
- Entrées : les contributions des régions, les intérêts bancaires.

L'exercice 2025 est excédentaire de 253,51 €. Les réserves du CSE-C au 31/12/25 est de 76 936,27 € (15 905,44 € sur le compte courant et 61 030,83 € sur le livret d'épargne).

Votants : 25	POUR : 25	CONTRE : 0	ABSTENTION : 0
--------------	-----------	------------	----------------

Avis **favorable**

### 12) Modification du RI du CSEC : retraite de l'article 5.1 et renumérotation en conséquence des autres articles, 5.2 devient 5.1 et 5.3 devient 5.2 – vote du CSEC

Votants : 25	POUR : 23	CONTRE : 0	ABSTENTION : 2
--------------	-----------	------------	----------------

Avis **favorable**

### 13) Information en vue de la consultation sur le projet d'allègement des contrôles systématiques des connexions stériles par le test de pression

La connexion stérile existe depuis plus de 30 ans. Le questionnement est sur les contrôles systématiques par le test de pression. Les tests de mise en pression de la connexion stérile permettent de vérifier l'absence de fuites. 3 régions ont été pilotes : BFC/GEST/OCPM pour faire un contrôle visuel de la connexion stérile au sein du service de préparation sur un certain nombre de produits et sécurisé par un contrôle périodique des équipements par des tests de tractions par le service de métrologie de HFNO.

**Au niveau RH :** actuellement, le personnel de prépa impliqué dans la réalisation des connexions stériles par la mesure est évalué à 2,76 ETP pour l'ensemble de l'EFS.

**Le coût :** il est variable en fonction de l'équipement utilisé.

**Objectif** : généraliser l'allègement du contrôle des connexions stériles par des contrôles visuels de la connexion, combinés à des contrôles périodiques aléatoires de pressions d'un échantillon de connexions stériles.

**Produits concernés** : les CP (sauf les formes pédiatriques), Les PSL transformés et les plasmas.

**Formation** : il est prévu que le personnel de prépa soit formé sur le contrôle visuel au travers d'une formation locale et/ou du module CAMPUS 32 pour savoir identifier les défauts de connexion stérile.

**Calendrier** : date ciblée à fin juin après les infos/consultations nationales et régionales.

#### 14) Questions diverses :

Question **Force Ouvrière** :

- L'accord Quidel-Ortho a-t-il été signé malgré la conjoncture géopolitique actuelle ? Il semblerait que les investissements ne seront pas pris en totalité par Ortho. Est-ce exacte ? Cela remettrait-il en cause le projet ?

La signature est retardée à courant avril. Les investissements seront pris en charge totalement par Quidel-Ortho

Pour info : le déploiement du projet Pallybac est repoussé à l'été 2027